



## ***CLUB CONVAINCRE DU RHONE***

***Visio conférence du mercredi 2 mars***

***“La nation inachevée. La jeunesse face à l'école et la police”,***

**Par Sebastian Roché,**

directeur de Recherche au CNRS, enseignant à Sciences-Po Grenoble,

Sébastien Roché s'intéresse particulièrement à la légitimité et à la gouvernance comparée de la police, aux relations police-population, et à l'analyse comparée des déterminants de l'intégration sociale chez les adolescents.

Dans son dernier livre, ***“La nation inachevée. La jeunesse face à l'école et la police”, Grasset 2022***, Sebastian Roché montre que le sentiment d'appartenance à la nation ne repose ni sur l'exposé abstrait de la loi ni sur la contrainte, mais sur un attachement subjectif et une adhésion volontaire, fondés sur l'expérience concrète des jeunes. Cette expérience se construit au quotidien dans les interactions avec les « *agents de première ligne* » de l'État que sont les enseignants et les policiers. Ces interactions « *sont la chair des relations sociales et dessinent des lignes d'inclusion ou d'exclusion* ».

Si l'école est loin d'assurer la mission de « creuset » qui lui est assignée, Sebastian Roché met l'accent sur l'effet délétère des relations des jeunes avec la police.

\*\*\*

*Je lis vos articles et vos livres et les ai utilisés en tant que formateur à la citoyenneté. Votre dernier livre est une réflexion approfondie entre l'Etat, la nation et la communauté politique. Vous reprenez la distinction de Max Weber. Vous donnez des clés pour comprendre ce qui se passe en Ukraine en ce moment.*

*Votre analyse des relations entre les institutions de l'Etat et les jeunes montre comment se forge le sentiment d'appartenance.*

\*\*\*

La nation inachevée.

J'ai essayé de raconter comment je me suis aventuré dans ce sujet qui est énorme. De très nombreux auteurs se sont intéressés à l'émergence des nations. On est passé en peu de

temps à une Europe sans nation à un système où ce sont les briques élémentaires de la politique.

Une fois le cadre national établi, il y a peu d'interrogations sur la manière dont ce cadre peut durer. On voit qu'en Ukraine un choc provoqué par un tiers peut faire naître un esprit national comme l'avait fait Napoléon en envahissant l'Europe. Les Français comme les autres restent très attachés à leur identité nationale, plus qu'à toute autre chose.

Les zones en Europe où les habitants sont plus attachés à la région qu'à la nation sont peu nombreuses : Bretagne et Corse en France, Bavière, Lombardie, Flandre belge...

Nous nous définissons naturellement par notre nation.

La fabrication de la nation française a été une préoccupation des régimes en particulier républicains. La troisième république a beaucoup mis l'effort sur l'école pour faire des citoyens.

La nation est une dimension sensible. C'est un attachement aux paysages et à un régime politique. La bonne manière de fabriquer des jeunes citoyens passait par l'école. C'est vrai en France comme aux Etats Unis. Reste à comprendre si l'école a ces vertus. Pour les historiens, il est clair que l'école a fabriqué la France. Les sociologues ont du mal à le croire. On a nationalisé l'éducation, on l'a rendu laïque, mais on a en même temps construit des voies ferrées, on a homogénéisé les poids et mesures, on a fait des guerres qui ont consolidé les liens.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Où en est la culture politique nationale. L'attachement aux valeurs relève de la culture.

La nation est deux choses, un pays, une nationalité. Quelqu'un qui veut devenir français est attaché à la France comme projet politique, pas au sol. La formation des attitudes civiques est aussi difficile. Ce sont les attitudes vis-à-vis de l'Etat et des institutions. La relation aux institutions ne se confond pas avec les valeurs morales. Les relations au président de la république sont fortes dès le plus jeune âge, la relation au vote qui est le principal moyen que les démocraties ont fabriqué pour rendre les élus comptables de ce qu'ils font, est moins nette.

J'ai traité le principe de laïcité, l'adhésion des jeunes à ce principe. C'est une sous notion mais elle est très discutée. C'est la codification des relations entre les individus et l'Etat quelle que soit la croyance. Les convictions individuelles ne sont pas la culture civique. Les adolescents ont des avis sur tous ces points dès 6 ans. Ils reconnaissent le drapeau de leur pays, le président de la république, ils veulent voter. La compréhension des phénomènes politiques est très précoce.

Pour en parler, c'est difficile à cause de la polysémie de tous les termes. Je reprends une distinction de Weber

Ainsi la nation est

- Ce au nom de quoi on gouverne,
- Ce que l'Etat définit, Le peuple est défini par l'Etat : rétablissement de l'esclavage, mise au ban des juifs par Pétain... L'Etat fait les limites du peuple par la loi.
- La population. La nation elle-même a une vie autonome de l'Etat. Elle existe par elle-même, c'est un ensemble politique tendu vers un projet politique. Certains groupements voudraient avoir un Etat mais ils ne le sont pas (corses, bretons en France). La nation est une adhésion subjective et affective à un groupe, une émotion profonde. On retourne dans un pays en guerre pour le défendre et cela peut passer par un sacrifice de soi-même. Ce n'est pas un calcul rationnel. Rien ne vaut qu'on meure.

Les deux concepts de nation et d'Etat sont liés intimement. Le projet de l'Etat, c'est la nation. Le projet de la nation passe par la construction d'un Etat. Chacun n'existe que l'un par rapport à l'autre.

L'adhésion nationale est un thème dit réservé à la droite nationaliste. Les sondages montrent que c'est un terme un peu teinté à droite mais il est présent partout.

La nation vue par l'Etat : c'est un être spirituel, ce au nom de quoi on agit, c'est un être supérieur. C'est la finalité de l'Etat. Les présidents de la république la situent en dehors du temps : vous êtes la France éternelle. Il dit ce qu'est la France. C'est la nation comme forme supérieure. La nation est vénérée lors des minutes de silence, équivalent d'une prière laïque, des rituels, le culte des morts.

Les outils dont dispose l'Etat sont les mêmes pour tous les régimes. Ses plus hauts dignitaires sont les prêtres laïcs qui célèbrent le culte de la nation. A ce titre en France ils deviennent sacrés : on ne peut décrocher le portrait de Macron dans une mairie. C'est puni. Aux Etats Unis, on peut brûler le drapeau américain car la liberté d'expression est première. Le statut du président est plus faible que la liberté d'expression.

La nation est le projet, l'origine de l'Etat est son projet. Il n'y a pas de transcendance religieuse. Par contre les rites sont d'ordre religieux.

Ces rites ont des variants. Le fondement de la nationalité, ce sont les pratiques politiques. Ainsi Zemmour peut dire que les noms d'origine étrangère sont une insulte à la France et Macron que la France a une part d'Afrique en elle.

Il y a un substrat politique qui concerne l'attachement aux principes politiques fondamentaux, y compris le droit de contester, la liberté et l'égalité. La laïcité est un sous principe.

Le projet de l'Etat est de réaliser cette nation. Il utilise des mécanismes juridiques et administratifs. Depuis des années, de nombreux hommes politiques imaginent que l'exposition aux symboles de l'Etat convertit et vous fait rentrer dans la nation. C'est une loi de 2003 qui protège le drapeau français.

Pour devenir français, il faut chanter la Marseillaise. Le fait de voir les symboles de la république convertit. Ce sont des idées magiques, religieuses. Il n'y a pas de mécanismes psychologiques qui rendent cela réel.

L'école publique est une grosse machine de produire la nation. D'où la guerre de l'Etat au dix-neuvième siècle entre les écoles catholiques et publiques. On imaginait que l'école publique allait renforcer l'Etat. L'école est un sas de décontamination qui permet de rentrer dans la nation. La police n'a pas ce côté mythique. Elle l'a au Royaume Uni.

J'ai voulu étudier ces phénomènes. Sont ils vrais ? Le contact avec les administrations a bien les effets qu'on lui prête. En 100 ans l'Etat a connu une croissance énorme. On est tout le temps en contact avec lui.

C'est dans les interactions avec des figures non politiques que les enfants apprendraient à approuver ou désapprouver les autorités politiques elles mêmes. Les agents de première ligne sont essentiels, ce sont ceux que l'on voit et contacte au quotidien. Pour les usagers, l'Etat, ce sont ces personnes avec qui ils ont des contacts.

L'Etat est organisé autour des habitants. C'est cet Etat circonstanciel qui permet le développement de l'identité politique des jeunes.

La position socio économique importe : des groupes sont plus proches ou plus éloignés de l'Etat. Dans les années 60 ; les jeunes les plus français sont au nord et catholiques. 50 ans plus tard, ce sont les athées qui se sentent le plus français. Ils se reconnaissent le plus dans

ce que propose l'Etat. Les catholiques les plus traditionnalistes sont devenus des minorités et ne se reconnaissent pas dans les principes portés par l'Etat et la majorité des citoyens. Les enfants scolarisés dans les meilleures écoles tirent profit de leur statut et se sentent les plus à l'aise. C'est l'expérience concrète de ses droits et de leurs efficacité qui va définir l'adhésion.

Deux administrations avec lesquels les jeunes sont en contact fréquent : la police et l'école

La police : les contacts sont liés à la prévention, lors des contrôles. Faire l'objet de contrôles répétés et discriminatoires fait imaginer que la loi ne protège plus, que les règles de droit ne s'appliquent pas. Cela conduit à moins adhérer aux principes de l'Etat. Les contrôles d'identité imposent le cadre de l'interaction. Les adolescents les plus contrôlés et les moins bien traités rejettent le plus le fait d'être français. C'est vrai pour tous. Les noirs américains se sentent moins américains que les blancs.

A l'école, les contacts sont bons avec les professeurs, ils sont souvent bien jugés. Les relations avec l'école sont bien moins bonnes. Les professeurs sont mieux estimés qu'ailleurs en Europe, le cadre l'est nettement moins. Les professeurs s'intéressent aux individus, l'école discrimine les catégories sociales de manière rapidement visible pour les enfants. Les inégalités socio-économiques expliquent la performance scolaire. Les plus déshérités se sentent moins dans la nation.

Les jeunes sont plus cosmopolites, plus libéraux, ils adhèrent à la laïcité et ont de forts doutes sur les interdictions. Tout cela contraste avec la définition de l'Etat que pratiquent les principaux leaders politiques.

\*\*\*

*Un exposé met bien en évidence les interactions dans la vie quotidienne influencent l'attitude face à la nation. L'idée que c'est à travers les interactions fines, locales que les choses se passent. Mais il a aussi des effets de système du fait de la manière dont l'Etat organise les interactions.*

*Il semble qu'il n'y ait pas de consensus en France : la ségrégation sociale a une forte dimension scolaire et la police réagit de manière différente selon les jeunes.*

Les machines d'intégration ne produisent pas de la citoyenneté. L'essentiel vient du statut socio-économique et des normes d'interactions avec les individus.

La manière dont ces interactions diffèrent entre individus est vécue comme fortement différenciatrice.

L'école a des contacts positifs. La police n'a des contacts positifs que lorsqu'ils viennent dans l'école. Tous les autres contacts sont négatifs et effacent le gain obtenu lors de leur passage à l'école. Cela se passe mieux en Allemagne. Les contacts sont meilleurs, moins discriminatoires. Même chose pour les écoles qui sont très polarisées sur les ethnies. Les taux de ségrégation sont très élevés en France comme le montre les enquêtes Pisa. On en voit les effets sur l'intégration politique.

*Enfin, la nation, l'Etat, l'école, la police ne sont que l'idée qu'on s'en fait et cela change tout le temps. Tous ces termes ont pu être la meilleure et la pire des choses. Cela évolue en fonction de l'idée qu'on s'en fait, cela dépend de sa date de naissance, des lieux fréquentés. Quelles sont les conditions pour que l'on évolue au mieux ? Le bonheur des uns ne peut s'envisager sans la communauté en général.*

Toutes les formes collectives sont des croyances. Même l'argent est une croyance. Une monnaie à laquelle on ne croit plus ne vaut plus rien. D'où viennent ces croyances ; il y a des cadres sociaux bien réels, l'école, les contacts avec la police. Ils produisent des croyances collectives s'ils ne sont pas trop inégalitaires pour tous. Si on est traité de manière égale par la police, on la ressent comme positive. Le fondement du modèle est égalitaire. Ma nation s'est construite par extension de l'égalité.

*Une étude comparative avec ce qui peut se passer ailleurs permet d'approcher un meilleur modèle intégratif. Quel est l'effet de la centralité de l'Etat en France ? Dans les pays fédéraux avec différents niveaux d'intégration, comme en Allemagne et aux Etats Unis, l'intégration est-elle rendue plus facile du fait qu'on peut se reconnaître dans l'une des institutions emboîtées ?*

Le système d'organisation administrative est variable. On n'arrive pas à montrer de relation entre la structure administrative et la fierté d'appartenance. Les Suisses ont pour principe d'unité la diversité. Le Danemark est très centralisé, et l'intégration politique se fait mieux qu'en France. C'est surtout la qualité de l'administration, de ce que vous recevez, les différences de traitement plus que la manière dont elle est délivrée qui comptent.

*Imaginer de confier l'éducation aux régions avec un rapprochement des autorités avec le citoyen, permettrait il d'améliorer la capacité d'intégration ?*

*La capacité d'écoute n'est pas liée à l'organisation. Elle diminue avec l'augmentation de la taille des administrations. Danemark, Suède, Finlande sont centralisés mais petits. Casser le mammoth est un vrai problème en matière d'intégration.*

Si vous êtes local, vous pouvez être encore plus inégalitaire. Qui allez-vous écouter ? Ce n'est pas une garantie d'égalité. Une plus grande autonomie donnée au chef d'établissement peut conduire à plus d'inégalité.

Dans tous les pays, les élites cherchent la meilleure éducation. Certains systèmes les laissent faire, d'autre moins.

*Choukri Benayed a écrit sur la socialisation, l'éducation. Il a comparé deux quartiers de Montpellier et Toulouse. Ce travail montre que la mixité contrainte à Toulouse par des transports scolaires gratuits et faciles a de meilleurs résultats que la séparation de fait du quartier de Montpellier.*

Les expériences en matière de mixité sociale montrent que c'est possible sous condition de moyens et de discussions avec les familles et les parents. Il faut leur adhésion pour réussir. Le problème posé sur la réussite scolaire est clair. L'inégalité à l'école éloigne de la nation. Elle ne prépare pas à une citoyenneté active à 18 ans : les jeunes sont déjà désabusés

*Dans votre livre, les jeunes ont un grand décalage sur leur perception des professeurs et du système. L'expérience de Toulouse n'est qu'une expérience et demande une grande volonté politique. Un rare cas d'une force au niveau intermédiaire à réguler la carte scolaire.*

*On voit que la question en France est l'absence de consensus sur la gestion dans la durée de l'école et de la police. La police n'a aucun contrôle puissant comme il en existe en Angleterre.*

Le central pourrait avoir plus de capacité à construire une carte scolaire égalitaire. En pratique, ce n'est pas ce qu'on voit. Le système scolaire est historiquement appuyé sur la

séparation entre couches supérieures et inférieures avec des systèmes scolaires différents. Le collège unique a voulu supprimer cette double voie, c'est encore bien récent. De même nous avons hérité d'une police qui a des défauts issus de l'histoire qu'on a jamais réussi à corriger.

*On voit certains effets de mixité de la loi SRU. On pourrait imaginer quelque chose de similaire à l'école.*

La difficulté vient du fait que les couches favorisées sont mieux représentées, mieux mobilisées, votent plus. Cela rend plus difficile les évolutions.

Les jeunes dans les collèges défavorisés ne croient pas qu'un autre système est possible. Ils ne croient pas qu'un vote est possible ou pourrait changer les choses.

*La difficulté à faire évoluer les pédagogies dans le système public et à proposer des systèmes différents selon les élèves est très forte. Cette rigidité renforce la coupure que l'on constate.*

*La technocratisation empêche à un certain moment l'intelligence des situations et l'application souple des règles.*

*Que faire ? Vous nous donnez une voie qui est celle de la mixité forcée. Y en a-t-il d'autres ?*

Il faut croire dans l'idée d'égalité et avoir les moyens de la mettre en œuvre en pratique. Deux choses difficiles. On connaît les effets et les causes des inégalités. On sait ce qu'il faut faire : plus d'enseignants par classe en primaire, plus de mixité sociale.

Pareil pour la police. Les contrôles multiples ne servent à rien. On sait ce qu'il faut faire, il faut du courage politique pour le faire.

*Côté police, pour l'avoir vécu sur Lyon, il peut y avoir des effets de la politique locale. La police municipale est importante et régule les pratiques policières dans un sens moins stigmatisant pour certains publics. On sait que cela produit des effets.*

*Nous avons prévu de présenter le projet de Vaulx en Velin sur ce sujet. Hélène Geoffroy mène une politique forte dans ce domaine. La police y participe activement.*

*L'absence de culture d'évaluation dans l'administration est préjudiciable. Pourquoi ne pas les appliquer à la police ?*

*Moscovici a sans doute eu une influence sur cette évolution intéressante à la Cour des Comptes.*

<p><b>Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)</b></p>
--

**pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)**

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>